

## **La géomorphologie : une discipline à conforter Constats et orientations**

La géomorphologie est l'une des disciplines de la géoarchéologie : elle s'intéresse à la mise en place et à l'évolution des formations superficielles des reliefs terrestres, ce qui permet d'analyser les paysages et d'en comprendre l'histoire.

Dans le cadre de la réflexion qu'il conduit sur les questions que pose la formation des archéologues de demain et sur l'actualisation de la programmation nationale de la recherche archéologique, le CNRA observe régulièrement l'insuffisance des moyens humains, techniques et financiers consacrés à cette discipline, particulièrement cruciale dans le cadre de l'archéologie préventive.

Les géoarchéologues ont des compétences clairement identifiées mais, dans la pratique, leurs parcours universitaires sont variés et débouchent sur des champs de spécialités très divers : analyse physico-chimique des sols, sédimentologie, micromorphologie...

Le manque de géomorphologues sur les opérations d'archéologie préventive est un constat largement partagé. Or, les géomorphologues sont à même d'intervenir les premiers sur le terrain, dès la phase des diagnostics, et de jouer le rôle de coordinateur des approches paléoenvironnementales. Cet état de fait est particulièrement préjudiciable pour la détection des sites dans les stratigraphies complexes (couvertures loessiques épaisses, gravières, fonds de vallée, environnements fluviaux, séquences alluviales...).

Le Conseil estime que les prescriptions devraient être mieux adaptées aux situations régionales complexes : il serait même souhaitable de maintenir la prescription systématique de sondages profonds dans les contextes sensibles, les responsables d'opération n'ayant généralement pas les compétences nécessaires pour caractériser clairement les séquences sédimentaires. Il est par ailleurs indispensable de veiller à intégrer dans le budget des opérations les analyses nécessaires cette caractérisation.

Le Conseil souligne également le nombre insuffisant de spécialistes recrutés de manière pérenne pour assurer des missions, ce qui induit souvent pour ces derniers une surcharge importante de travail. Si la situation est hétérogène selon les régions, le recours à des prestataires externes, sans connaissance précise des séquences sédimentaires locales, reste trop important.

Le vivier existe néanmoins et, pour répondre correctement aux demandes liées aux diagnostics et aux fouilles, le nombre de géo-archéologues, et plus particulièrement de géomorphologues -une quarantaine sur l'ensemble du territoire national- pourrait être doublé sans risque de saturation.

Le Conseil rappelle que, dans le cadre de la phase post-fouille, il revient fréquemment au géomorphologue d'effectuer la synthèse des données environnementales. Ce travail, qui constitue une indéniable valeur ajoutée à la compréhension globale d'un site, devrait être davantage reconnu : cela implique un dialogue, le plus en amont possible, entre les agents de l'Etat, les responsables scientifiques et responsables d'opération pour cibler les problématiques et pour prévoir les moyens nécessaires à leur mise en œuvre dont il conviendrait qu'ils cessent d'être une « variable d'ajustement » dans les budgets.

Le Conseil constate que la reconnaissance des compétences spécifiques des géomorphologues souffre de l'absence de réseau interinstitutionnel pour la discipline même si des initiatives existent au niveau national (work-shop, colloques...). Ces dernières mériteraient d'être soutenues par une politique plus incitative et par la mise en valeur des travaux, de grande qualité, qui y sont présentés. De même, la gestion des bases de données spécialisées (cf. base de données de litho-stratigraphie) doit faire l'objet d'une réflexion largement partagée afin de garantir la conservation et la transmission des données. Une démarche similaire doit être engagée pour les lithothèques et la conservation des corpus de lames minces.

Le Conseil observe également que les géomorphologues sont diversement intégrés aux UMR. L'accès aux plateaux techniques (Meudon, INRA, Paristech) pour réaliser des analyses spécifiques (datations, analyses physico-chimiques...) dépend des conventions passées avec les UMR. Or, leur intégration relève souvent d'une démarche individuelle. De plus, les géomorphologues qui interviennent en archéologie préventive ont des difficultés à s'agréger aux problématiques qui intéressent les chercheurs d'autres institutions. En l'absence de projets fédérateurs, l'accès aux équipements reste problématique, payant, aléatoire...

Enfin, le Conseil note la difficulté que la communauté des géomorphologues rencontre pour accompagner la formation pratique de leurs jeunes collègues sur le terrain en raison de leur propre charge de travail mais aussi parce qu'il n'existe pas de formation continue prévue dans ce domaine. Il y a là une recommandation que le Conseil soutient, tout comme pour l'ensemble des autres spécialités qui participent de l'archéologie.